

DOSSIER DE PRESSE  
MIS À JOUR EN SEPTEMBRE 2026

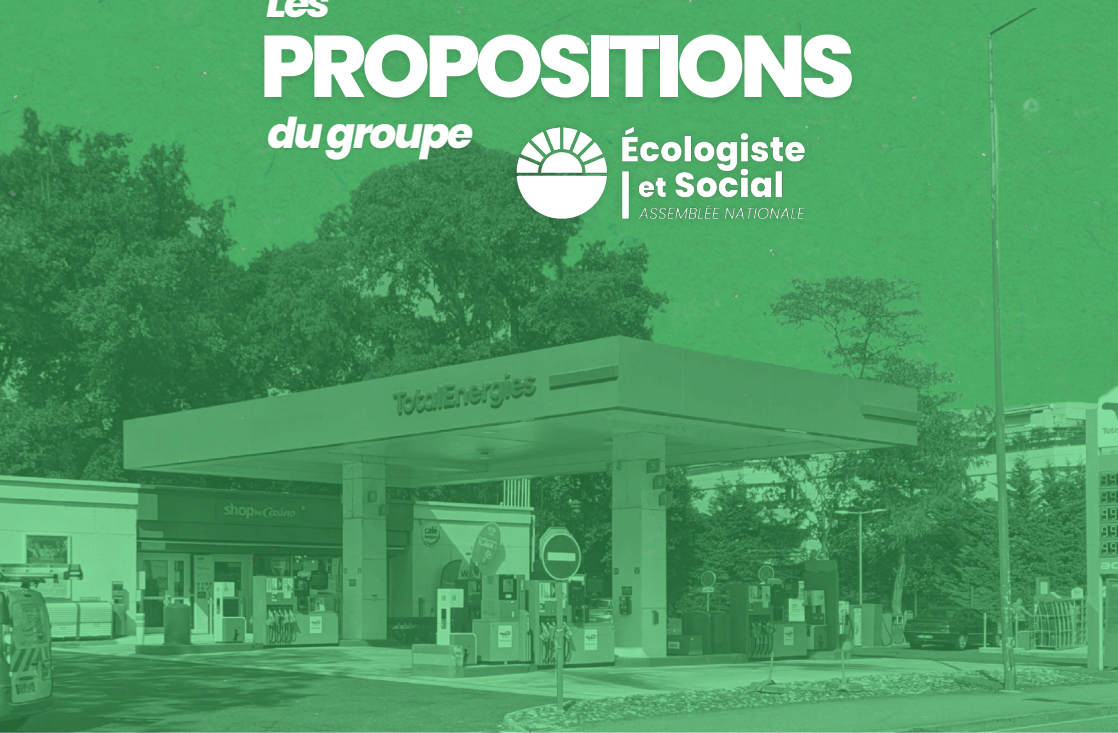
**RÉPARER PLUTÔT QUE SUBIR :**

# Notre kit contre la vie chère et les crises énergétiques

Les  
**PROPOSITIONS**  
du groupe



**Écologiste  
et Social**  
ASSEMBLÉE NATIONALE



# ÉDITORIAL

Cet été, la France a brûlé. Les chaleurs excessives ont tué 8 000 personnes, fracassé des territoires entiers, ravagé des récoltes, fait vivre un enfer aux locataires dans des logements surchauffés, provoqué des feux de forêt d'une ampleur sans précédent. Et dans le même temps, les prix du carburant ont explosé : 2,41 euros le litre de gazole le 20 septembre, soit 40 % de plus qu'en février. Ces deux crises ne sont pas parallèles. Elles sont liées, ont la même origine, et appellent la même réponse.

Derrière la flambée à la pompe, il y a la guerre, mais surtout des décennies de dépendance organisée aux énergies fossiles que les gouvernements successifs ont refusé de rompre. Résultat : la France importe aujourd'hui la moitié du gazole qu'elle consomme, et les marges de raffinage ont atteint des niveaux proprement stratosphériques, quasiment multipliés par sept depuis le début du conflit. Ce n'est pas le brut qui fait flamber les prix : c'est la diminution brutale des capacités de raffinage, couplée à une stratégie délibérée de spéculation des groupes pétroliers qui profitent de la crise. TotalEnergies a engrangé 11,2 milliards de dollars de bénéfices en six mois. Pendant ce temps, des pêcheurs et pêcheuses bloquent les dépôts pétroliers, des agriculteurs et agricultrices, les infirmier.es, les artisan.es regardent leurs charges s'envoler, et des millions de salarié.es des zones rurales et périurbaines paient leur trajet contraint à un prix qui saigne leur fin de mois.

La responsabilité du gouvernement est immense. Pendant des années, il a détourné les regards. Il a ignoré les morts liés à la canicule, les incendies qui se multiplient, la pauvreté qui augmente et le pouvoir d'achat qui dégringole.





Le gouvernement s'entête dans l'austérité, toujours pas de plan massif de rénovation thermique, zéro blocage des marges des profiteurs de crise et aucun plan de transformation de notre modèle agricole pour le rendre plus résilient. Voilà où en est la puissance publique face à l'urgence.

Nous, écologistes, portons une autre logique. Protéger immédiatement les ménages et transformer durablement le pays : ces deux exigences se renforcent, jamais ne s'opposent. Un euro investi dans la rénovation thermique fait baisser les factures et renforce la résistance des logements aux canicules à venir. Un euro investi dans les transports décarbonés libère des ménages de la tyrannie de la pompe et réduit les émissions qui alimentent le changement climatique. La sobriété et l'efficacité énergétique ne sont pas des contraintes : elles constituent notre meilleure assurance collective contre les prochaines crises. Chacune des mesures présentées répond à la crise d'aujourd'hui et prépare la résilience de demain. Préparer le pays aux crises qui viennent, au lieu de les subir, tel est notre credo.

**Cyrielle Chatelain**

*Présidente du groupe  
Écologiste et Social*



# SOMMAIRE

06

**Finances publiques** : lutter contre les superprofits pour financer la transition écologique et sociale

07

**Mobilités** : bloquer les marges à court terme, et garantir le droit réel à la mobilité

08

**Alimentation** : garantir l'accès à une alimentation de qualité, dans l'urgence et durablement

10

**Énergie** : protéger enfin les ménages face à l'explosion des factures

11

**Logement** : geler les loyers maintenant, garantir le droit au logement demain



# Le KIT ANTI-INFLATION

du groupe



Écologiste  
et Social  
ASSEMBLÉE NATIONALE

**100 ALIMENTS À  
PRIX COÛTANTS...**

**TAXATION DES  
SUPERPROFITS SUR  
LES ENTREPRISES  
PÉTRO-GAZIÈRES**

**BLOCAGE DES MARGES DE  
RAFFINAGE ET DE DISTRIBUTION**

**FONDS D'URGENCE  
POUR LA TRANSITION  
AGROÉCOLOGIQUE**

**-50% SUR  
LE TRAIN**

**ÉLARGISSEMENT  
DU CHÈQUE  
ÉNERGIE**

**1 MILLION DE  
VÉHICULES  
ÉLECTRIQUE**



1

## FINANCES PUBLIQUES : LUTTER CONTRE LES SUPERPROFITS POUR FINANCER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

### Pour faire face à la crise : faire payer les profiteurs de guerre, pas les ménages

Pendant que les Français paient plus cher leur plein, leur chauffage et leurs courses, quelques géants pétroliers transforment chaque crise en caisse enregistreuse. Il faut appeler les choses par leur nom : ce sont des profiteurs de guerre. Depuis le début du conflit, les compagnies pétrolières opérant en Europe auraient déjà engrangé 7,5 milliard d'euros de surprofits (dont 5,9 milliards au deuxième semestre), et pourraient monter jusqu'à 24 milliards d'euros d'ici fin 2026. Rien que sur les carburants routiers, ces surprofits pourraient représenter plus de 81 millions d'euros par jour.

Comme plusieurs pays européens, nous demandons que ces superprofits soient taxés de manière claire, efficace et impossible à contourner. Concrètement, nous proposons une contribution exceptionnelle de solidarité sur les entreprises pétro-gazières, applicable aux exercices de 2026 à 2028. Elle viserait les bénéfices qui dépassent de 20 % la moyenne des résultats imposables de 2021 à 2024, avec un taux de 66 %, en incluant aussi les acteurs de l'achat-revente et en empêchant les jeux comptables sur les déficits passés. L'objectif est simple : aller chercher l'argent là où la crise l'a fait pleuvoir, pour financer la sortie des fossiles, notamment l'isolation des logements et des solutions de mobilité propre pour les ménages modestes.

Est-ce que cela existe déjà ? Absolument pas. Le gouvernement avait mis en place une contribution symbolique. Elle n'avait rapporté que 61 millions d'euros. Alors que sur les années 2024 et 2025, TotalEnergies a affiché 26,1 milliards d'euros de bénéfices. Une taxe vitrine, pas une taxe de justice.

Pourquoi le faire ? Car il est inacceptable que l'argent des français qui galèrent à faire leur plein serve à enrichir les actionnaires.

### Pour protéger les Français·es des crises à venir : sortir du bricolage budgétaire et engager une programmation sérieuse

Nos gouvernements doivent aussi apprendre à sortir du bricolage budgétaire permanent. Le projet de loi de finances devra répondre immédiatement à la crise, en attendant une loi de programmation des financements de la transition écologique. Rénovation thermique, électrification des usages, transports du quotidien, renouvelables : ces investissements ne peuvent plus dépendre d'arbitrages tardifs ou de coups de com'. Il faut une trajectoire claire, stable et financée, à la hauteur de l'urgence sociale, climatique et industrielle.





## 2

# MOBILITÉS : BLOQUER LES MARGES À COURT TERME, ET GARANTIR LE DROIT RÉEL À LA MOBILITÉ

## Pour faire face à la crise : bloquer les marges de raffinage et de distribution

Quand le prix du carburant explose, tout le monde souffre, mais pas de la même façon. Il y a celles et ceux qui peuvent arbitrer, reporter un déplacement, télétravailler. Et il y a les autres : les « premiers de cordée », les familles, les habitants des zones rurales et périurbaines qui prennent leur voiture parce qu'il n'y a ni train, ni bus, ni alternative fiable. Ce sont eux qu'il faut protéger d'abord, avec un soutien renforcé à celles et ceux qui dépendent réellement de leur véhicule pour vivre et travailler, en tenant compte des revenus, des distances contraintes et de la réalité des territoires. Car pour des millions de Français, la voiture n'est pas un confort : c'est la condition même de l'emploi, des soins, des courses, de la vie quotidienne.

Il faut immédiatement bloquer les marges. Les entreprises pétrolières ont doublé leur profit en Europe depuis le début du conflit. Pour le diesel, une part importante de la hausse à la pompe ne vient pas du brut, mais de l'envolée des marges de raffinage et de distribution. On ne peut pas demander aux ménages de payer toujours plus pendant que les profiteurs de crise se gavent sur chaque plein. L'argent public ne doit pas servir à nourrir cette rente. Il doit protéger les ménages, pas garantir les marges de ceux qui spéculent sur leurs déplacements contraints.

## Pour protéger les Français-es des crises à venir : révolutionner nos mobilités

Mais protéger ne suffit pas : il faut offrir une porte de sortie. Nous proposons pour commencer la création d'un parc social d'un million de véhicules électriques pour permettre aux classes populaires et moyennes captives de la voiture thermique d'accéder enfin à une mobilité propre et abordable. Car recharger sa voiture, c'est aujourd'hui trois fois moins cher qu'un plein. C'est une mesure de justice sociale autant que de transition écologique : sortir de la dépendance au pétrole, ce n'est pas punir celles et ceux qui roulent, c'est leur donner enfin les moyens de ne plus subir les crises pétrolières.

Nous proposons aussi de baisser de 50 % les prix du train, comme l'a fait la Lituanie. Une mesure efficace pour l'environnement et potentiellement indolore pour les finances publiques si la baisse du prix est compensée par la croissance du nombre de passagers permise par la baisse du prix. En France, le taux de remplissage des TER n'est que de 25 %. Le train doit redevenir une solution de masse, pas un luxe réservé à ceux qui peuvent payer. Notre cap est simple : ne plus être prisonnier des prix de l'essence pour se déplacer facilement et rapidement.



# 3

## ALIMENTATION : GARANTIR L'ACCÈS À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ, DANS L'URGENCE ET DURABLEMENT

### Pour faire face à la crise : 100 aliments sains à prix coûtant

La crise énergétique s'ajoute à une crise alimentaire qui couvait depuis des années. Aujourd'hui, 16 % des Français déclarent ne pas avoir assez à manger - un chiffre qui n'a pas faibli malgré les discours. Le taux de pauvreté n'a jamais été aussi élevé depuis trente ans, et l'alimentation reste la première variable d'ajustement du budget des ménages précaires. Pendant ce temps, la grande distribution enregistre des marges supérieures à 40 % sur les fruits et légumes.

Notre réponse est simple, immédiate et sans coût pour les finances publiques : contraindre par la loi les cinq grandes enseignes qui contrôlent l'essentiel du marché français à proposer 100 aliments sains - établis sur la base du Programme national nutrition santé - à prix coûtant, c'est-à-dire sans marge. Une liste construite avec des diététiciens, des associations de défense des consommateurs et des organisations de lutte contre la précarité. Cette mesure, portée par le Secours Catholique et plus de trente associations, ne coûte rien à l'État, réduit les inégalités d'accès à une alimentation de qualité, et envoie un signal clair : les profits sur le dos des plus fragiles, c'est terminé.

La vie chère frappe encore plus durement les territoires ultramarins, où les situations de monopole et d'oligopole permettent à quelques grands groupes de capter des marges abusives sur les produits du quotidien. Quand les circuits d'importation se tendent, ce sont toujours les mêmes qui paient : les ménages modestes. En plus des 100 produits sains à prix coûtant, nous proposons donc de bloquer immédiatement les marges de la grande distribution dans les territoires ultramarins, pour mettre fin à ces rentes insupportables.



## Pour protéger les Français-es des crises à venir : l'agriculture biologique, fer de lance de notre souveraineté alimentaire

L'agriculture française est un des secteurs économiques les plus touchés par le conflit au Moyen-Orient : en période d'instabilité, ce secteur est très fragilisé par un modèle qui repose sur une très forte dépendance aux énergies fossiles. L'envolée du prix des carburants, du prix du gaz nécessaire à la fabrication d'engrais, le blocage de nombreuses matières premières (urée, phosphate, ammonitrate) qui transitent ordinairement par le détroit d'Ormuz (30% de la production mondiale d'engrais circulent par cette voie maritime), font grimper les prix et fragilisent les productions de l'année prochaine.

Ce sont en premier lieu les très grandes cultures intensives et recourant à de nombreux intrants chimiques qui se trouvent face à un nouveau choc économique. L'inflation des prix de production met en exergue une très faible résilience du modèle agricole productiviste aux aléas internationaux.

La profession agricole n'attend pas d'énormes mesures-pansement d'allègement de charges, mais un soutien d'envergure et structurel pour faire face aux instabilités et réduire ses dépendances : d'abord en trésorerie pour encaisser les baisses de rendement de cette année, mais ensuite des financements à la hauteur de l'enjeu de transformer nos modèles de production pour ne plus revivre un été comme celui de 2026.

Nous proposons ainsi d'agir en amont, en transformant profondément le système de production agricole pour renforcer notre souveraineté. Nous proposons un fonds d'urgence pour soutenir les agriculteurs les plus en difficulté et une réorientation d'ampleur des aides de la PAC vers la transition agroécologique, afin d'accompagner les agriculteurs qui se convertissent au bio ou engagent des mesures agroenvironnementales, notamment via la reprise des dettes de conversion. Ce fonds doit préparer une nouvelle stratégie Ecophyto régionalisée pour réduire notre dépendance aux engrais chimiques, au glyphosate et aux néonicotinoïdes. Et dès cette année, en loi de finances, nous demandons un abondement du fonds national de gestion des risques agricoles, un renforcement des crédits de l'Aide à la relance des exploitations agricoles (AREA), un fléchage massif des crédits vers l'Agence bio et un abondement de l'enveloppe d'aides à la conversion en bio.





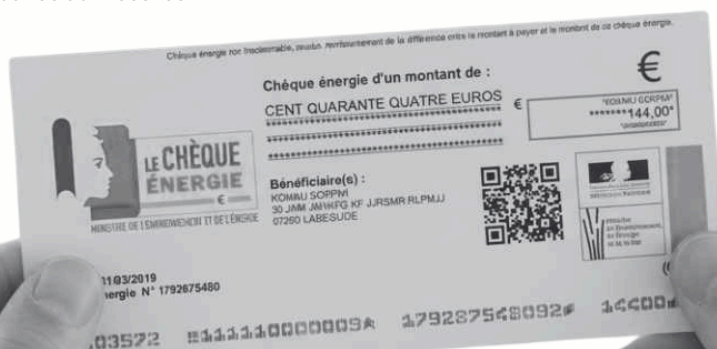
# 4

## ÉNERGIE : PROTÉGER ENFIN LES MÉNAGES FACE À L'EXPLOSION DES FACTURES

La crise actuelle le rappelle brutalement : tant que la France reste dépendante du pétrole et du gaz, chaque choc géopolitique se transforme en facture pour les ménages. Depuis fin février, les prix du gaz ont bondi d'environ 50 % et ceux du pétrole de près de 36 %. Or le principal outil de protection existant n'est pas à la hauteur. Avec un montant moyen de 148 euros, le chèque énergie ne couvre qu'une part infime de la dépense annuelle d'énergie des ménages, et son nouveau mode d'attribution laisse de côté une partie de celles et ceux qui devraient pourtant y avoir droit. En 2025, alors que 5,5 millions de ménages étaient auparavant bénéficiaires, seuls 3,8 millions ont été identifiés pour un envoi automatique.

Notre proposition est donc claire : renforcer massivement la protection des ménages contre la précarité énergétique. Cela suppose, comme le revendiquent de nombreuses associations, de tripler le montant moyen du chèque énergie, d'élargir son accès à davantage de foyers modestes, jusqu'aux 30 % des ménages aux revenus les plus faibles, et de garantir qu'aucun ménage éligible ne soit écarté pour des raisons administratives ou parce que le contrat n'est pas au bon nom. L'énergie n'est pas un bien de luxe. C'est un besoin vital.

Le gouvernement, lui, laisse s'installer un système trop faible, trop compliqué et trop injuste. Nous assumons l'inverse : une protection forte, simple et réellement accessible, pour empêcher les impayés, le renoncement au chauffage et les coupures. L'énergie est un bien de première nécessité : il faut donc interdire les coupures d'électricité et de gaz dans le logement principal, toute l'année, et encadrer strictement les baisses de puissance en cas d'impayés. Le droit européen impose déjà de protéger les ménages vulnérables contre les coupures d'électricité : une exigence que le gouvernement refuse délibérément de mettre en œuvre malgré nos demandes répétées. Et, en parallèle, accélérer enfin la rénovation des passoires thermiques et le déploiement des renouvelables. La vraie réponse durable à la crise, c'est de protéger tout de suite et de réduire, enfin, notre dépendance aux fossiles.



## 5 **LOGEMENT : GELER LES LOYERS MAINTENANT, GARANTIR LE DROIT AU LOGEMENT DEMAIN**

La crise énergétique ne frappe pas qu'à la pompe. Elle s'engouffre aussi dans les logements mal isolés, dans les factures de chauffage qui explosent, dans les fins de mois impossibles de millions de locataires déjà étranglés par des loyers trop élevés. Le logement est le premier poste de dépenses des ménages modestes - et la conjonction de la hausse des prix de l'énergie et de l'inflation des loyers constitue aujourd'hui une double peine insupportable pour les plus fragiles.

### **Pour faire face à la crise : le gel immédiat de l'indice de référence des loyers**

L'IRL, qui indexe les révisions annuelles sur l'inflation, a déjà fait grimper les loyers ces dernières années. Dans un contexte de crise aiguë, le laisser jouer librement revient à transférer la facture de la crise directement sur les épaules des locataires. Ce gel temporaire est une mesure de justice sociale élémentaire. Elle ne coûte rien aux finances publiques et protège immédiatement des millions de foyers.

## **Pour protéger les Français-es des crises à venir : rénover massivement, en commençant par zéro reste à charge**

Les passoires thermiques constituent aujourd'hui la première cause de précarité énergétique : des milliers d'euros de factures perdus chaque année, autant d'argent soustrait aux budgets des ménages les plus modestes. Depuis 2017, les gouvernements successifs ont multiplié les annonces sans jamais engager la massification nécessaire. L'instabilité des règles, l'insuffisance des financements et le poids du reste à charge ont conduit des millions de propriétaires à renoncer à des travaux pourtant indispensables.

Nous voulons rompre avec cette logique d'impuissance : L'Etat devra garantir un reste à charge zéro au moment des travaux, pour tous les ménages réalisant une rénovation performante. L'ANAH accorde une avance remboursable couvrant jusqu'à 100 % des dépenses éligibles, remboursée uniquement lors de la vente du bien via une hypothèque notariée. Rénover son logement ne doit plus dépendre de la capacité à mobiliser immédiatement plusieurs dizaines de milliers d'euros. Un logement bien isolé, c'est une facture qui baisse durablement, un intérieur qui résiste aux canicules, et une maison qui ne participe plus à l'emballement climatique que nous payons tous.





**Écologiste  
et Social**  
ASSEMBLÉE NATIONALE